



© AFP

**Avec moi,
les immigrés
ne seront plus
instrumentés**

Entretien avec Ségolène Royal

*Candidate à
la primaire
socialiste*

Propos recueillis par
Atika Haimoud

ALM : À J-2 des primaires socialistes, croyez-vous que vous allez être la candidate de la gauche aux présidentielles 2012 ?

Ségolène Royal : J'y consacre toute mon énergie et la chaleur avec laquelle je suis accueillie lors de mes déplacements quotidiens à travers la France, en particulier dans les quartiers populaires, est un puissant encouragement. Le pouvoir sarkozyste n'a tenu aucune de ses promesses et fait beaucoup de dégâts dans notre pays. J'ai pris, devant le peuple français, dix engagements qui sont les piliers du Contrat que je propose à la nation : construire, avec la participation active de tous les citoyens, une République du respect et un ordre social juste où les efforts demandés à chacun seront équitablement répartis, la morale publique restaurée, l'État mobilisé pour faire de la France un pays d'entrepreneurs et la première puissance écologique d'Europe, capable de conquérir les emplois de la croissance verte.

Oui, j'espère gagner les primaires pour conduire le pays sur ce nouveau chemin. J'ai agi, dans la Région que je préside, pour apporter des solutions concrètes qui anticipent un nouveau modèle pour la France. J'ai dialogué avec de nombreux chefs d'État et de gouvernement du Nord et du Sud, dont les réalisations sont une source d'inspiration. J'ai l'expérience d'une campagne présidentielle, j'en connais la dureté, j'ai tiré les leçons de ce qui nous a manqué en 2007 et j'ai beaucoup travaillé. Je suis prête.

Le 9 octobre, aux citoyennes et aux citoyens de décider. C'est une première dans l'histoire de notre pays, puisque tous les Français inscrits sur les listes électorales, y compris les Français qui résident au Maroc, peuvent y participer. Je les appelle à exercer massivement leur droit de choisir le candidat ou la candidate de la gauche à l'élection présidentielle.

Êtes-vous vraiment différente des autres candidats socialistes, en l'occurrence Hollande et Aubry ? Et en quoi ?

Je ne me situe pas par rapport aux autres candidats. Dans l'action publique, je crois profondément à la politique par la preuve. Partout où j'ai exercé des responsabilités - que ce soit comme conseillère de François Mitterrand à l'Elysée, comme ministre de l'environnement, de l'enseignement scolaire, de la famille, comme députée et aujourd'hui comme présidente de Région - j'ai obtenu des résultats concrets qui ont amélioré la vie des Français. Je crois avoir conservé une grande liberté de pensée et d'action. Bien des positions que je défends depuis longtemps et qui avaient initialement choqué un certain conformisme, de gauche comme de droite, sont aujourd'hui reprises et je m'en réjouis. L'action publique, pour moi, c'est savoir anticiper, pouvoir entraîner et prendre les moyens nécessaires pour transformer ce qui doit l'être, pour donner un espoir crédible au pays et rendre aux Français la maîtrise de leur destin.

Êtes-vous prête pour un deuxième duel avec Nicolas Sarkozy ?

Oui, bien sûr. Mais 2012 ne sera pas 2007. La crise financière, économique, sociale, écologique et même morale pèse lourdement sur tous les Français : les plus précaires mais aussi ceux qui craignent de tomber, ceux qui sont inquiets pour leurs enfants, ceux qui veulent une France à la hauteur de ses valeurs. L'un des enjeux majeurs de l'élection présidentielle, c'est de remettre la finance et notamment les banques au service de l'économie réelle et l'économie au service des besoins humains. Il y faut une volonté politique forte et un État qui se fasse obéir. Je rassemblerai les talents de tous les socialistes qui, cette fois, seront unis.

Quel est votre plan de développement des relations maroco-françaises ?

Sur les plans économique, géopolitique et culturel, nous avons beaucoup à faire ensemble et je m'attacherai à renforcer nos bonnes relations. Cela vaut pour les rapports d'État à État, bien sûr, mais aussi pour les actions de coopération décentralisée entre Régions, auxquelles je crois beaucoup.

*Ce week-end sera
inoubliable pour Ségolène
Royal, candidate parmi
six autres politiques à la
primaire socialiste.*

Ségolène Royal devra convaincre les Français qu'elle est la candidate de la gauche qui saura affronter Nicolas Sarkozy. Elle se démarque de ses concurrents et affiche ses ambitions et son programme une fois à l'Élysée.

car elles tissent des liens profonds et des partenariats égalitaires. France et Maroc ensemble, nous avons un rôle moteur à jouer pour que les pays riverains de la Méditerranée relèvent ensemble les défis de notre temps, en particulier celui de la mutation énergétique avec les énergies renouvelables et celui de l'innovation dans une économie de la connaissance.

Dans le projet socialiste, quelle place accordez-vous aux immigrés et surtout à la communauté maghrébine ?

L'immigration est aujourd'hui le bouc émissaire des échecs de la droite sur le plan social et en matière de sécurité. Avec moi, les immigrés ne seront plus instrumentés pour se dresser les uns contre les autres. Je défends une politique d'immigration ferme mais humaine, dans l'intérêt bien compris des pays d'origine et des pays d'accueil. La France a toujours été une terre d'immigration, Fernand Braudel a d'ailleurs écrit que «tous les Français, si le regard se porte aux siècles qui ont précédé notre temps, sont fils d'immigrés». Ensemble, les travailleurs français et étrangers ont rebâti et développé notre pays. Les étrangers en situation régulière doivent être respectés et les règles autorisant le séjour en France doivent être les mêmes pour tous alors qu'aujourd'hui, d'un consulat à l'autre, d'une préfecture à l'autre, elles varient au mépris de l'égalité de traitement.

Si je suis élue, j'établirai des règles justes et lutterai fermement contre l'immigration irrégulière, dans le respect de la dignité des personnes. Cela suppose des actions de co-développement efficace, dont les financements bénéficient directement aux porteurs de projets sur le terrain, car le meilleur moyen de prévenir les migrations de la misère, c'est que les jeunes aient un espoir et un avenir dans leur pays. Cela suppose aussi de traquer les passeurs qui s'enrichissent sur le dos des migrants clandestins en leur faisant risquer leur vie et de sanctionner sans faiblir les employeurs qui exploitent cette main-d'œuvre vulnérable.

Que feriez-vous pour la communauté marocaine installée en France si vous étiez au pouvoir ?

Familles, éducation, santé et sécurité seront protégées par la nation et tous ceux qui vivent sur notre sol en bénéficieront. J'ai pris, devant le peuple français, l'engagement de faire reculer les discriminations, sociales ou liées à l'origine. Ma res-

ponsabilité de femme d'État, c'est de tenir parole. Parce que je sais combien les citoyens se méfient des promesses électorales, j'installerai un Comité de surveillance des engagements composé à parité de représentants de la majorité et de l'opposition. L'obligation de résultats fait partie de ma conception de l'action publique.

Je serai une présidente garante de l'égalité des possibles, dans une République fière de tous ses enfants, nés ici ou ailleurs et notamment dans ce Maroc qui nous est si proche. Nous partageons, Marocains et Français, une longue histoire et nous avons heureusement dépassé l'iniquité du moment colo-

pose de la fausse fermeté. Le plus grave est qu'elles dissuadent des étudiants que nous devrions être heureux d'accueillir et de venir étudier dans nos universités.

Parlant d'étudiants, que comptez-vous faire pour simplifier les conditions (permis de travail, heures max de travail, etc.) dans lesquelles les jeunes Marocains peuvent travailler en France ?

Je remettrai tout cela à plat. Cette fermeture de la France aboutit à ce que les étudiants étrangers partent aux États-Unis, au Canada ou ailleurs. Quel gâchis pour nos relations futures, pour nos échanges écono-

Le Maroc s'apprête à organiser ses premières élections depuis l'adoption de la nouvelle Constitution. Au sein du PS, comment voyez-vous cette étape dans la vie du Royaume ?

Je m'en réjouis. Les jeunes Marocains et Marocaines ont été, avec d'autres forces démocratiques, les moteurs de ces changements, ils ont exprimé avec force leur soif de liberté, de démocratie et de vie meilleure.

Les prochaines élections législatives sont une étape importante dans le processus de construction démocratique au Maroc. Des citoyens vigilants et exigeants, chez vous comme chez nous, c'est une chance. Seuls les pouvoirs dictatoriaux ne l'admettent pas et se font, comme en Syrie, les assassins de leur peuple mais l'Histoire finit toujours par les balayer.

Où en sont les rapports du PS avec la gauche marocaine ?

Nous avons toujours eu des rapports fraternels et j'y suis, personnellement, très attachée.

Quel message souhaiteriez-vous passer aux Français installés au Maroc ?

Je veux leur dire ma détermination à redresser la France et son image à l'étranger. Quand notre pays va mal, quand les inégalités s'y creusent comme jamais, quand le désordre règne dans nos institutions, quand les Français doutent de leur avenir, nos compatriotes établis dans un autre pays en souffrent, eux aussi. J'appelle toutes celles et tous ceux qui vivent aujourd'hui au Maroc à prendre leur part des décisions qui détermineront le chemin qu'empruntera notre nation en 2012. Et, pour commencer, à voter massivement pour la primaire citoyenne des 9 et 16 octobre. Vous n'avez pas besoin d'être membre du Parti socialiste pour y participer. Il vous suffit d'être inscrit sur la liste électorale consulaire au 31 décembre 2010. Si vous vous êtes enregistrés à cet effet avant le 13 juillet 2011, vous pourrez voter par correspondance. Sinon, vous pourrez voter directement dans un bureau de vote organisé au Maroc pour cette consultation. Vous pouvez obtenir tous les renseignements nécessaires à cette adresse : «Primairescitoyennes-casablanca@ffe-ps.org.» Venez nombreux faire votre choix et grossir l'élan qui nous portera pendant la campagne présidentielle. ■

Ce qu'elle pense de l'affaire du Sahara marocain

Ce conflit dure depuis trop longtemps, au détriment des populations sahraouies et des pays d'Afrique du nord dont il entrave la coopération, pourtant porteuse de croissance et d'emplois pour tous. Nous ne sommes plus au temps de la guerre froide et je crois que le nouveau contexte issu de ce qu'on appelle «le printemps arabe» doit favoriser, vingt ans après le cessez-le-feu de 1991, la recherche d'une solution négociée et équitable. J'ai vu que le Conseil royal consultatif pour les affaires sahariennes proposait un statut d'autonomie dans le cadre d'une régionalisation poussée. Je n'ai pas à préjuger de la bonne formule mais avec moi, la France, membre du Conseil de sécurité, pèsera de tout son poids pour qu'aboutissent, sous l'égide de l'ONU, des négociations directes garantant d'une issue honorable et durable, qui apporte aux populations sahraouies de réelles perspectives de vie digne et de justice sociale.

nial. Je n'oublie pas que le Sultan Mohammed V fut Compagnon de la Libération et je sais les mille liens, économiques, familiaux et culturels, dont est tissée notre relation d'amitié.

Que pensez-vous des nouvelles mesures imposant davantage de restrictions dans l'octroi des visas ?

Elles témoignent d'une vision étriquée et contre-productive : elles poussent à une émigration définitive des personnes qui, souvent, voudraient pouvoir circuler et non quitter définitivement leur pays d'origine. Elles ne visent pas à réguler intelligemment les flux migratoires mais à prendre, à destination de l'opinion française, la

miques et culturels, pour la francophonie ! Nos universités demandent d'ailleurs plus de souplesse et de pragmatisme. Il est normal que les étudiants qui viennent se former chez nous retournent travailler dans leur pays : nous n'avons pas à piller les cerveaux. Mais il ne faut pas les empêcher d'acquérir en France une première expérience professionnelle. Il faut changer d'angle et privilégier les investissements mutuellement profitables. Je mettrai en place une politique migratoire intelligente et partagée qui ne précarise pas ceux qui choisissent d'étudier en France. Je crois qu'il faut sécuriser le droit d'aller et venir, en particulier pour les étudiants durant le temps de leur scolarité.